

CGT - CFDT - CFTC - FAFPT - FO - SUD Communauté Urbaine de Strasbourg

Lettre ouverte aux élus de la Ville de Strasbourg et de la CUS.

Strasbourg le 28/11/2014

Madame, Monsieur,

Lorsque les syndicats de la CUS prennent l'initiative de s'adresser directement à vous, c'est que le dialogue social est dans l'impasse et qu'ils estiment que des questions fondamentales engageant les intérêts de la collectivité sont posées.

Nous jugeons qu'il vous appartient dans de tels moments de prendre toutes vos responsabilités et que votre positionnement peut peser significativement sur le cours des choses.

Nos revendications ne portent pas aujourd'hui, sur le pouvoir d'achat ou sur leurs évolutions de carrière....Mais sur la défense des valeurs du service public.

Dans les DNA du 6 novembre dernier nous avons pu lire les inquiétantes révélations de Messieurs R HERRMANN et Y BUR

Ils déclarent que la fonte des dotations de l'Etat aux collectivités, va générer près de 67 millions d'euros de perte pour le budget de la CUS d'ici 2017.

Les solutions préconisées selon eux ?

Voici quelques extraits tirés des DNA :

- *« Il va falloir travailler encore sur nos missions, continuer la réforme des fonctionnements engagée, en lien aussi avec nos satellites, et avec une ampleur sans précédent »,*
- *On parle, en clair, d'économies de fonctionnement, notamment en termes d'effectifs, de gestion rigoureuse des moyens,*
- *« Un certain nombre de services de la CUS font par ailleurs l'objet d'une étude sur la pertinence de leur maintien (ou non) en régie interne ».*
- *Et puis cette phrase d'Yves BUR qui résume tout: « Cette remise en cause de*

la manière dont la collectivité remplit ses missions est un changement de culture ».

Oui effectivement, c'est un changement de culture. Mais pas seulement. C'est aussi un changement de CAP politique où le personnel de nos collectivités est considéré comme la variable d'ajustement économique permettant d'équilibrer les comptes.

Si les organisations syndicales sont conscientes de la réalité des difficultés rencontrées par les collectivités locales suite à la baisse drastique des dotations de l'état, elles souhaitent par contre replacer les élus devant leurs propres responsabilités. Les choix politiques du Gouvernement portant sur la réduction de la dette publique, ce sont bien eux qui les ont approuvés en soutenant la politique du premier Ministre.

Est-ce cela qu'idéologiquement les élus de la CUS et de la Ville de Strasbourg proposent comme modèle de société?

Nous, organisations syndicales pensons qu'une autre voie est possible. Nous pensons qu'il est envisageable de rendre notre service public plus performant, plus en adéquation avec les BESOINS de nos concitoyens, dans le respect de la fonction publique et l'esprit du statut général des fonctionnaires qui lie leurs droits et obligations à l'égalité d'accès du citoyen au service public... Cela demande de sortir des pseudo-certitudes et des dogmes et exige un volontarisme politique fort.

De votre positionnement, de votre engagement, de votre capacité à intervenir dans ce débat, dépend le service public à la CUS, et au delà du périmètre de nos murs, le modèle social que nous léguerons à nos enfants demain.